

LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE

RETOUCHONS TERRE

« L'objectif n'est plus fondamentalement le développement des biens matériels (...) il est aussi le retour de chacun sur ses besoins intérieurs, le grand retour à la vie intérieure et au primat de la compréhension d'autrui, de l'amour et de l'amitié. » Edgar Morin

1. Retoucher terre

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires. Or en dépit de la mobilisation des « jeunes » pour le climat, toutes les dégradations environnementales s'aggravent et les projets extractivistes climaticides comme celui de « la Montagne d'or » en Guyane se poursuivent, alors que les inégalités sociales explosent en France et dans le monde.

Edgar Morin résume parfaitement l'impasse devant laquelle nous nous trouvons : *« Aujourd'hui, la cause est sans équivoque, sublime : **il s'agit de sauver l'humanité**. Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il est capable de susciter un méta-système à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose ».*

Nous étions à - 4°C lors de la dernière glaciation. Des océans plus bas de 120 m, des glaciers de plusieurs km de hauteur dans le nord de l'Europe, des sols gelés sans agriculture possible dans le sud. Avec + 3°C à + 7°C à la fin du siècle, c'est la guerre, la famine et la maladie partout.

L'inertie du système nous condamne à subir les conséquences de cette crise systémique. La seule option capable d'amortir les effets des effondrements à venir est de changer radicalement de modèle, de nous métamorphoser ! Faisons notre deuil du confort qu'offraient, à 20 % de l'espèce humaine, les énergies carbonées et nucléaires et soyons solidaires avec les 80 %.

Cela passe par :

- **La sobriété** : la réduction drastique individuelle et collective de notre utilisation d'énergies fossiles. La production de CO2 doit décroître rapidement dans les territoires, dans les entreprises, dans les politiques publiques
- **Notre adaptation** à un milieu moins accueillant : renforçons notre résilience. Mobilisons et organisons l'intelligence collective. Démondialisons, relocalisons les activités humaines. Renforçons notre autonomie individuelle et collective. Produisons tout ou partie de notre alimentation, construisons des éco-lieux, développons le low-tech, des agricultures bio, la permaculture, les jardins-forêts, des organisations bio-locales et bio-régionales. Préparons-nous à accueillir dignement les réfugiés climatiques et économiques. Construisons un nouveau rapport à la nature, au vivant, à la spiritualité, à la convivialité, au local, au collectif, à la non-violence...
- **La remise en cause** d'un système basé sur l'accumulation des profits, incompatible avec la survie sur terre

2. Sortir de l'impasse : ni atermoiement, ni demi-mesure

2.1 Refusons l'uniformité et portons l'écologie de demain

Le monde s'accélère et de plus en plus de gens ont du mal à y trouver leur place. Les territoires dans leur diversité sont les grands oubliés des politiques publiques. Sous la pression du capitalisme, les politiques territoriales se structurent autour d'un seul objectif : celui de la compétitivité économique. Les citoyen.nes de territoires entiers - villes petites et moyennes, périphéries urbaines, espaces ruraux et ultras marins - sont abandonnés, relégués, tandis que les métropoles concentrent tous les capitaux et imposent l'uniformisation des modes de vie. Abandon des services publics, écoles en sursis, centres bourgs qui se dépeuplent. Dans les territoires ultra-marins, les communautés autochtones en sont souvent les premières victimes.

Nous refusons ce monde de domination de pays, de genre et de classe, d'exclusion, d'exploitation de la nature, de ses ressources, séparation entre les humains et les autres êtres vivants. Notre écologie **est une écologie qui valorise le soin, la diversité, le dialogue, la relation, la coopération**. Les solidarités qui s'inventent sur ces territoires « relégués » sont pour nous source d'inspiration et de propositions.

Ils portent des solutions (économie sociale et solidaire, territoires en transition, ZAD, rond-points des Gilets Jaunes, micro expérimentations) qui inventent de nouvelles manières de vivre.

Notre écologie réinvente **la solidarité internationale** seule susceptible de réduire les conflits et les risques de guerres nouvelles qui s'accumulent. Elle se décline à l'échelle de la planète. Elle décentre les discours et les regards. Elle propose un discours décolonial et réconciliateur. Elle acte l'impasse des frontières nationales face aux enjeux contemporains. Enfin, elle reconnaît notre dette écologique vis à vis des pays dont les ressources continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits, notamment dans les territoires Ultra-marins.

Face à la crise de nos institutions démocratiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération est urgente. Alors que le système économique abandonne certains territoires, la démocratie représentative dépossède les personnes de leur pouvoir d'agir. A travers des outils participatifs locaux, **une démocratie permanente, horizontale et de proximité doit s'inventer**. Sans révolution démocratique, pas de révolution écologique pacifique, pas de métamorphose.

2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté

Les résultats des élections de 2019 ont dessiné un nouveau paysage politique en Europe : l'écologie apparaît comme la matrice autour de laquelle reconstruire l'idée de progrès humain, et EELV comme le pôle de cette reconstruction, dans un contexte politique marqué par la montée des forces fascisantes, le maintien des partis libéraux et par l'affaiblissement des partis de « gauche ».

Face à ce constat, **les écologistes ont le devoir de rassembler les citoyen.es**, les forces politiques, syndicales, associatives qui se réclament de l'écologie, et d'ouvrir le dialogue avec les forces qui prennent conscience des crises écologiques.

Parce que nous reconnaissons notre place dans une nature plus large où aucune espèce n'est supérieure à une autre, parce que nous sommes les porteurs d'un imaginaire enraciné dans les combats émancipateurs et subversifs menés avec la gauche, pour la défense des exploité.es et des exclu.es, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos parcours politiques autour d'**un nouveau projet de société, écologiste**, féministe, altermondialiste antiraciste articulant autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs et justice environnementale, justice sociale et lutte contre le capitalisme.

3. Notre feuille de route (volet I) : recomposer et créer un horizon commun

Nous proposons d'agir **simultanément** sur plusieurs leviers :

3.1 Fédérer sans exclusive et construire une maison commune avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. C'est un énorme défi dans la mesure où la forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer.

1) Rassembler au sein d'un « **archipel de l'écologie politique** » l'ensemble des organisations qui acceptent la perspective de la « post croissance », qu'elles soient issues de l'histoire du mouvement écologiste ou de cette gauche qui s'écologise. Cet archipel politique permettra des regroupements ponctuels, sur projet.

2) Au sein de cet archipel, des affinités politiques plus marquées, entre autres avec les partis issus de la gauche qui ont réalisé leur mue écologiste, doivent permettre de donner naissance à une **nouvelle formation de l'écologie politique**.

3) **Les prochaines élections municipales** sont la première des séquences électorales à venir où ces logiques de rassemblement peuvent prendre forme. Dès aujourd'hui, nous lancerons ces trois processus complémentaires de création de l'archipel de l'écologie politique, du rassemblement des organisations les plus proches au sein d'une nouvelle organisation dont la nature devra être précisée avec elles et d'alliance sur un programme de résistance à la crise du libéralisme et du productivisme.

Ce processus aboutira à un congrès extraordinaire ou d'une assemblée générale fin 2020 qui fera le bilan de celui-ci, déterminera la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement dépassant EELV, et de possibles alliances en vue des régionales.

3.2 L'enjeu de la mouvance sociale : une véritable transition écologique et sociale ne se fera pas contre la société ou à partir des seules institutions. Inter-réagissons avec l'ensemble des acteurs du mouvement social et climatique (Alternatiba, Extinction Rébellion, Jeune pour le climat, Associations environnementales et sociales, syndicats, ONG, Collectifs et initiatives citoyennes...) qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie, de la justice sociale et qui à l'instar de la société toute entière, appellent à une autre façon de faire de la politique.

4. Notre feuille de route (Volet II) : refonder et renouveler notre fonctionnement interne

Ces dernières années, un mouvement de fond en faveur du climat et de la biodiversité est engagé. De nombreuses personnes s'engagent à EÉLV. Elles doivent trouver dans notre mouvement l'outil dont elles ont besoin.

Or nous constatons de nombreux dysfonctionnements. La Réinvention actée par le congrès de Pantin, n'a pas abouti. Notre coopérative n'a pas pu se développer comme elle l'aurait voulu. Les minorités se sont senties rejetées.

Il est temps de transformer notre organisation. La réflexion menée depuis de longs mois par le groupe de travail Réinvention doit servir de base aux évolutions.

4.1 L'accueil des nouvelles et nouveaux adhérent.es

- Nous les mettrons en situation de participation active et de responsabilité
- Nous prendrons le temps de nous enrichir de nos cultures respectives par des formes de parrainage et d'accompagnement de proximité

4.2 La formation permanente : une priorité

Nous devons faire de notre parti, un « parti apprenant » afin de mieux transmettre notre fonctionnement interne, nos outils et nos objectifs.

Des outils spécifiques devront être mis en place (vidéos, fiches techniques ou thématiques) permettant des formations décentralisées, au plus près des adhérent.es.

Un centre-ressource virtuel sera créé ainsi qu'une base de données des prises de position d'EELV.

La forme de notre site évoluera vers une présentation plus participative :

- valorisant l'histoire et la spécificité du mouvement.
- donnant accès à des formations et actions militantes.
- Un media militant de l'écologie politique sera créé.

4.3 La construction de notre pensée politique

- La Fondation de l'écologie politique doit être revitalisée.
- Les commissions seront repensées et restructurées pour que leur participation à la construction de notre pensée politique soit effective. Le Secrétariat National apportera le soutien logistique et financier à la valorisation de leurs travaux.
- Notre projet politique Bien Vivre sera rendu visible et réactualisé.

4.4 La démocratie interne

Concernant notre fonctionnement, plusieurs principes doivent nous guider :

1. Le respect des différentes sensibilités et de leur représentation proportionnelle intégrale dans les instances sera assuré, notamment aux bureaux exécutifs (BE) et du Conseil Fédéral (CF).
2. Nous veillerons à la bonne circulation de l'information, la régularité et la fluidité des échanges entre les adhérent-es, le Conseil Fédéral (via les conseiller.e.s fédérales-aux en région), le BE, et les bureaux régionaux
3. La recherche du consentement sera privilégiée dans nos processus de décision
4. Le principe de subsidiarité, donnant le pouvoir à l'échelon géographique concerné doit être strictement respecté.

4.5 Les instances

Sur le bureau exécutif, nous souhaitons que :

1. Le bureau exécutif présente un rapport d'activité à chaque séance du CF.
2. Les membres du BE qui sont absents et ne participent pas à ses travaux soient remplacés.
3. Les règles de non-cumul pour les membres du BE soient renforcées : être membre du BE ne doit pas pouvoir se cumuler avec une fonction de parlementaire, ou de vice-président de région par exemple.
4. Un conseil politique, réunissant régulièrement le BE, des élu.e.s nationaux, européens, locaux, sera mis en place et produira des comptes rendus.
5. Un co-secrétariat sera mis en place.

Sur le conseil fédéral, nous souhaitons que :

1. Le conseil fédéral se réunisse plus souvent : 5 à 6 fois par an.
2. La communication du CF soit renforcée, notamment en direction des adhérent-es : présentation synthétique et accès aux motions en débat, puis compte rendu synthétique à destination de tou.tes les adhérent-es.

Nous sommes à la croisée des chemins. Face au chaos et au risque de désintégration de nos sociétés, choisissons de retoucher Terre et soyons le souffle de l'écologie !

Pour lire et signer la motion :

<https://le-souffle-eelv.fr/>

Les 78 premier.e.s signataires :

Leyla BINICI (Alsace F) ; Pascal BOURGOIS (Aquitaine H) ; Noémie COQ (Aquitaine F) ; Carole BONIN (Bourgogne F) ; François LOTTEAU (Bourgogne H) ; Eric MOUREY (Bourgogne H) ; Sophie BERGAMASCHI (Bretagne F) ; Michel FORGET (Bretagne H) ; Laurent HAMON (Bretagne H) ; Nathanaël LEGEARD (Bretagne H) ; Michèle PERNES (Bretagne F) ; Martine PETIT (Bretagne F) ; Martin SILORET (Bretagne H) ; Christine VAUGRENTE (Bretagne F) ; Gilles DEGUET (Centre VDL H) ; Charles FOURNIER (Centre VDL H) ; Evelyne ESTRADE (Centre VDL F) ; Betsabée HAAS (Centre VDL F) ; Léo TYBURCE (Champagne Ardennes H) ; Marie-Ange PETIT (Champagne Ardennes F) ; Gérard MAMET (Franche Comté H) ; Dominique BERTONI (Guyane F) ; Michel DUBOUILLE (Guyane H) ; Alexis TIOUKA (Guyane H) ; Frédéric SUIPIOT (Hors de France H) ; Jacques BOUTAULT (Ile de France H) ; Yves COCHET (Ile de France H) ; Damien DEVILLE (Ile de France H) ; Malika ERRAJAFIALLAH (Ile de France F) ; Jérôme GLEIZES (Ile de France H) ; Abdessalam KLEICHE (Ile de France H) ; Annie LAHMER (Ile de France F) ; Anna LAURENT (Ile de France F) ; MARTINE LEBRANCHU (Ile de France F) ; Alain LIPIETZ (Ile de France H) ; Matthieu PONCHEL (Ile de France H) ; Anny POURSYNOFF (Ile de France F) ; Pandora REGGIANI (Ile de France F) ; Françoise ALAMARTINE (Languedoc Roussillon F) ; Claude Marie BENSON (Languedoc Roussillon F) ; Philippe KARPE (Languedoc Roussillon H) ; Marie Pierre MERCIER (Languedoc Roussillon F) ; Lydia MORLOT (Languedoc Roussillon F) ; Jean-Paul VANDERMEEREN (Languedoc Roussillon H) ; Florence CORTES (Midi-Py F) ; Sophie HANDSCHUTTER (Midi-Py F) ; Christian LAMMENS (Midi-Py H) ; Didier Claude ROD (Midi-Py H) ; François SIMON (Midi-Py H) ; Jean-Pierre LANCRY (Normandie H) ; Noëlle LE MAULF (Normandie F) ; Maël GUIZIOU (NPDC H) ; Hélène HARDY (NPDC F) ; Thérèse KOZLOWSKI (NPDC F) ; Pascal MOSBAH (NPDC H) ; Pauline SEGARD (NPDC F) ; Sandrine AMADOR (PACA F) ; Géraldine BOÏER (PACA F) ; Didier CHEREL (PACA H) ; Marie EBERMEYER (PACA F) ; Serge MAROLLEAU (PACA H) ; Jeanne MEUNIER (PACA F) ; Jacques OLIVIER (PACA H) ; Danielle ESTAY (PdL F) ; Christine LADRET (PdL L F) ; Patrick MESLE (PdL H) ; Virginie LEONARD (Poitou-Charentes F) ; Stéphane TRIFILETTI (Poitou-Charentes H) ; Christine GARNIER (Rhône Alpes F) ; Hélène LE GARDEUR (Rhône Alpes F) ; Jessica PARTENSKI (Rhône Alpes F) ; Raymonde PONCET (Rhône Alpes F) ; Michel WILSON (Rhône Alpes H) ; Rémi ZINCK (Rhône Alpes H) ; Bernard ROZE (Rhône Alpes H) ; Annie COLLINET (Savoie F) ; Alain COULOMBEL (Savoie H) ; Benjamin JOYEUX (Savoie H) ;